

« Un embrasement du Moyen-Orient paraît, pour l'heure, peu probable »

Propos recueillis par
Yves Bourdillon

Le Hezbollah est-il menacé dans son existence même et l'Iran peut-il, et veut-il, riposter ?

En onze jours, le commandement politique et militaire du Hezbollah a été quasiment éradiqué à partir de l'opération des bipeurs piégés qui a mis hors de combat environ 5.000 de ses gradés. Israël continue d'éliminer ses dirigeants et ses dépôts d'armes et munitions chaque jour. Mes contacts à Beyrouth n'arrivent plus à joindre aucun des cadres du Hezbollah, ne savent pas qui a survécu, où ils sont, qui prendra la tête du mouvement, ni même si la choura, son organe suprême, pourra se réunir pour le désigner. C'est une atmosphère cataclysmique qui l'enveloppe. Qui aurait pu imaginer que cette organisation, parmi les plus puissantes du Proche-Orient et qui confisquait le

ANTOINE BASBOUS
Directeur
de l'Observatoire
des pays arabes

Liban, serait mise KO debout en moins de deux semaines ?

Le régime iranien, pour sa part, est au pied du mur. Il est conscient de ses faiblesses intérieures, avec une contestation qui continue et une situation économique et financière qui se dégrade, mais aussi extérieures : un environnement régional devenu défavorable, un contexte électoral aux Etats-Unis où aucun candidat ne prendra le risque de s'opposer à Israël, qui a spectaculairement repris l'initiative après dix mois de guerre et se comporte comme s'il n'avait plus peur des missiles du Hezbollah, et donc aussi de l'Iran.

En outre, les dirigeants iraniens se savent vulnérables depuis l'élimination du chef du Hamas, fin juillet, repéré en quelques heures à Téhéran par les services de renseignement israéliens. L'Iran va donc chercher à esquisser et éviter tout conflit, comme l'illustre d'ailleurs l'appel curieux lancé samedi non pas à « l'axe de la résistance », comme auparavant, mais à la communauté musulmane du monde entier, sur laquelle le régime semble se défausser. Un signal d'impuissance, voire de renoncement. Téhéran ne semble pas avoir les moyens de répliquer militairement, sa seule arme resterait le verbe.

Le Moyen-Orient est-il au bord de l'embrasement ?

L'embrasement est en fait là depuis un an avec la guerre à Gaza, les Houthis menaçant le trafic en mer Rouge, les actions des milices chiites en Irak... mais il reste relativement contenu. Peut-il s'étendre jusqu'à une guerre impliquant la majorité des pays ? Un embrasement paraît, pour l'heure, peu probable. L'Egypte, et les monarchies du golfe Persique, ne vont pas prendre les armes contre Israël, devenu un partenaire sécuritaire et technologique, au profit d'une milice, le Hezbollah, qui les insulte et les menace régulièrement, en visant des sites saoudiens et émiratis. Et, on l'a vu, l'Iran ne va vraisemblablement pas attaquer Israël.

Le seul événement pouvant éten-

« Le seul événement pouvant étendre le périmètre du conflit serait qu'Israël prenne l'initiative de frapper les sites nucléaires iraniens. »

dre le périmètre du conflit serait qu'Israël, se sentant pousser des ailes en raison de ses récents succès, prenne l'initiative de frapper les sites nucléaires iraniens. Benyamin Netanyahu en rêve certainement, car il a une opportunité qui ne se présentera peut-être plus de détruire une partie substantielle de ce complexe et de lui faire perdre des années alors qu'il est au seuil de la bombe.

Cela rétablirait la dissuasion israélienne à l'échelle régionale après quarante-cinq ans de conflit larvé avec l'Iran et ses proxys. Une opération certes difficile, car les sites clés sont dispersés et profondément enterrés, mais pas impossible. Qui pouvait penser que le QG de Nasrallah pourrait être détruit à trente mètres sous terre ? Mais quand ils reçoivent 80 bombes, peu de bunkers résistent. Téhéran le sait, ce qui explique son ton peu virulent.

Les décombres de l'immeuble dans la banlieue de Beyrouth où les dirigeants du Hezbollah étaient réunis, vendredi. Photo AFP

Comment interpréter la prudence de la réaction française ?

Elle peut surprendre. Le Hezbollah a beaucoup de sang français sur les mains, avec notamment la mort de 58 parachutistes en 1983 et de nombreux amis libanais de la France, en sus de sa responsabilité dans des prises d'otages. La décence interdit donc de pleurer l'élimination de son chef. En appelant à un cessez-le-feu, Paris ne travaille pas non plus à sauver le Liban, puisque cela permet-

trait juste au Hezbollah de se reconstituer. Aider le Liban et contribuer à la stabilité régionale, c'est travailler à la reconstruction d'institutions, d'un Etat fonctionnel, en tranchant le noeud gordien de l'élection d'un président de la République, et faire en sorte que le Hezbollah soit amené à céder son arsenal à l'armée régulière, jusqu'ici supplétive, et que la classe politique se révolte et sémance des ingérences de dictatures extérieures. ■

Moody's sanctionne encore Israël

Quelques heures avant l'annonce de la mort de Hassan Nasrallah, l'agence Moody's a abaissé de deux crans la note de la dette souveraine de l'Etat hébreu : elle passe de A2 à Baa1, assortie d'une perspective négative. Moody's pointe « le risque géopolitique [qui] s'est considérablement intensifié » ainsi que « l'absence de visibilité d'une stratégie de sortie » de la guerre à Gaza. C'est un coup dur pour l'Etat hébreu, dont la situation budgétaire est déjà sous forte tension. Moody's avait déjà abaissé pour la première fois la note d'Israël en février, imitée quelques mois plus tard par S&P et Fitch.